

Burkina Faso
Région d'Est

(143 246 PDI/Source CONASUR)



Monitoring de protection novembre 2021

802 Personnes en déplacement
703% d'augmentation par rapport au mois précédent

28 Incidents enregistrés
10% de moins par rapport au mois précédent

193 Cas de protection pris en charge
-97% d'augmentation par rapport au mois précédent

03 Cas de protection référés
00% d'augmentation par rapport au mois précédent

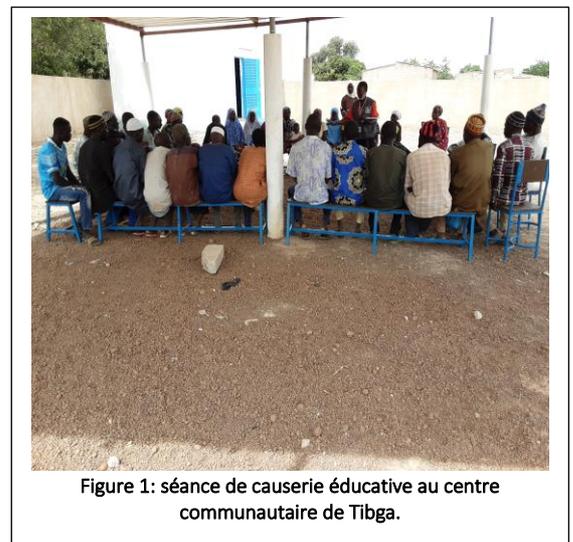


Figure 1: séance de causerie éducative au centre communautaire de Tibga.

I. Résumé

Marquée par une forte dégradation au cours du mois antérieur, la situation sécuritaire et de protection de la région de l'Est, au cours du mois de novembre 2021, reste délétère avec de nombreux incidents signalés. En effet, elle est caractérisée par une forte présence des Groupes Armés Non Etatiques (GANE) dans toutes les 05 provinces que sont la Tapoa, le Gourma, la Komondjari, la Kompienga et la Gnagna. Au total, ce sont 28 incidents de protection qui ont été enregistrés ce mois.

Les violations enregistrées sont réparties comme suit : **8 incidents portant atteinte au droit à la liberté** (6 enlèvements et 2 contrôles irréguliers par un GANE), **12 cas de violation du droit à la vie** (10 assassinats, 1 accident mortel et 1 cas de suicide), **2 incidents portant atteinte au droit à la propriété** (une extorsion de bétail et 1 cas d'incendie d'abris). Les violences basées sur le genre ont concerné **2 cas de viol ; 2 cas de violence physique** et **2 incidents portant sur des violences psychologiques**.

Sur les **28 incidents** enregistrés, les auteurs seraient à **90% des GANE** opérant dans les zones sous leur contrôle (soit **26 incidents**) et **10% les membres de la communauté** (soit **2 incidents**). Bien qu'une baisse en nombre des incidents ait été constatée, il convient de noter une hausse en chiffre des victimes, passant de **447 au mois précédent** à **1218 victimes** ce mois (**348 hommes, 154 femmes, 363 garçons et 353 filles**), soit **un taux de progression de 272% (771 victimes en plus)**. Par ailleurs, la liberté de mouvement des populations dans la région de l'Est reste toujours régie par un couvre-feu de 00h 00 à 4h 00 dans le chef-lieu de la région et de 22h00 à 04h00 dans les provinces

La hausse du nombre des victimes aurait un lien avec les lieux où sont commis les exactions. On note de plus en plus que les lieux publics, à forte fréquentation, sont les plus visés. C'est le cas de l'incendie des abris au site d'or de Leoura le 03/11/2021 dans la Gnagna, la menace et l'ordre de fermeture de l'école primaire de Momba dans le Gourma le 09/11/21. La multiplication des violations par les GANE au sein des communautés démontrerait plus une volonté de conquête des zones ; un environnement de protection fragilisé, le sentiment d'insécurité, la détresse psychosociale, les déplacements forcés et le traumatisme restent toujours le partage des communautés dans les zones à risques élevés.

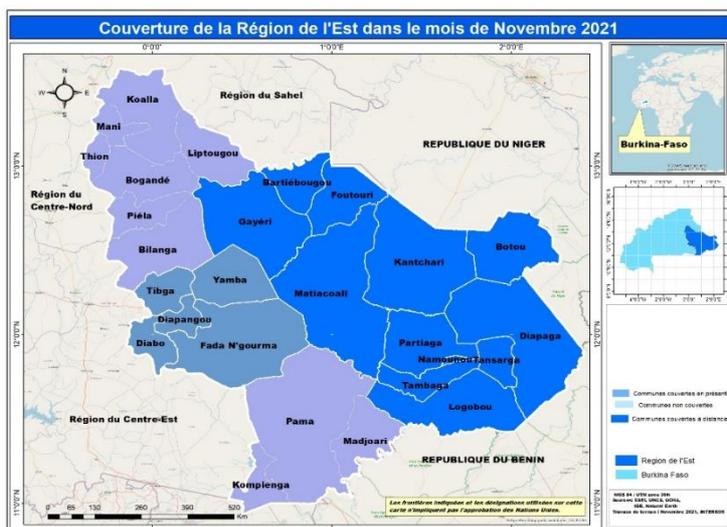
Les conséquences de ces menaces et violations grave des droits humains sont une saturation des familles d'accueil avec les afflux importants de PDI, l'immensité du besoin d'assistance en abris, vivres, soins de santé et la rareté des ressources qui occasionne les tensions entre population hôte et PDI.

II. Couverture géographique



Zones couvertes.

17 communes dans la région de l'Est ont été couvertes par les activités du monitoring de protection au cour du mois de novembre 2021 dans **les provinces du Gourma, de la Tapoa, et de la Komondjari**. Les communes de Matiacoali dans le Gourma, Diapaga, Logobou, Tansarga, Partiaga, Namounou, Tambaga Botou, Kantchari dans la Tapoa, les communes de Foutouri, Bartiébougu, Gayéri de la Komondjari, **12 au total ont fait l'objet de monitoring à distance par le biais des relais communautaires**. Le staff terrain en collaboration avec les relais



communautaires ont effectué les activités de façon présentielle dans les 05 communes que sont Fada, Diapangou, Tibga, Diabo et Yamba.

Accessibilité : Les zones à risques d'incidents élevés sont les villages de Nagaré, Natiaboani, Ganyéla, Kpencangou, Tanwalbougou, Namoungou dans la commune de Fada, les villages de Nassougou, Ougarou, Nakortougou, Ubilinu, Bomoana à Matiacoli.

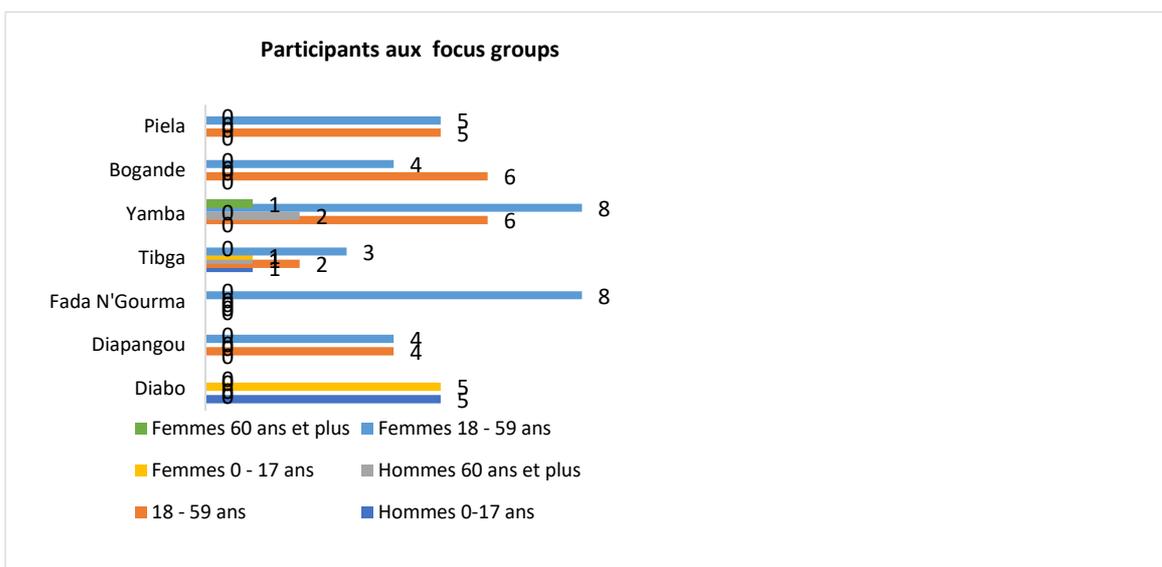
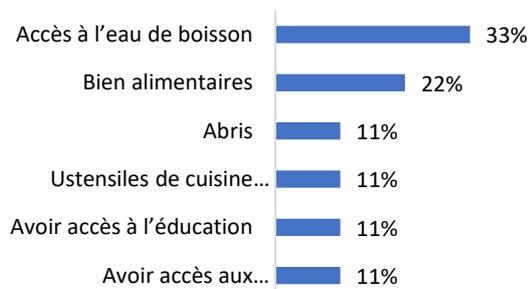
Méthodologie de collecte d'informations.

Tout en se basant sur l'approche communautaire, la collecte des données de protection dans la région de l'Est s'est réalisée comme suit :

- Projet P21 : 20 questionnaires administrés par les moniteurs de protection ;
- Focus Group (FG) : 9 FG jumelés aux sensibilisations sur les gestes barrières à la COVID-19 avec la participation de 7 filles, 6 garçons, 24 hommes, 33 femmes PDI et hôtes).

Au cours de ce mois, une forte participation des femmes aux séances de collectes de données a été observée ; cela aurait pour raison la volonté des femmes de faire de ces échanges un cadre d'expression et de participation à l'amélioration de la situation de protection au sein des différentes communautés.

Besoins prioritaires des communautés



De ces focus groups réalisés au cours du mois sur les préoccupations des communautés, il ressort un besoin élevé en eau potable soit 33%. En effet, l'offre en eau, déjà minimum, est affectée par les pannes des forages existant. A cela s'ajoute le coût assez élevé de la compagnie de distribution d'eau.

Le besoin alimentaire n'est pas en reste avec 22% des besoins exprimés ; l'accès à l'alimentation s'est amélioré dans certaines zones au cours de ce mois avec une disponibilité des céréales grâce aux nouvelles récoltes, peu soient elles. Mais force est de reconnaître que beaucoup de PDI comme les hôtes ont connu une mauvaise récolte, rendant la situation précaire. Les autres besoins estimés que sont les abris, l'accès aux terres, l'accès à l'éducation, les articles aménagés essentiels exprimés au même degré soit 11% ne seraient pas négligeables pour assurer une jouissance des droits au sein des communautés.



III. Typologie des mouvements identifiés

Les représailles des GANE au sein des communautés seraient à l'origine de 03 mouvements forcés, tous effectués en prévention du fait des risques élevés de violations. Il convient de noter que les mouvements se sont effectués au compte-goutte. Suite à une irruption de GANE le 04/11/21 dans le village de Buana, suivie de l'enlèvement de 02 jeunes filles par la suite libérées, 14 ménages avec 17 hommes, 32 femmes et 89 enfants se seraient déplacés dudit village vers le centre de la commune de Matiacoali. Par la suite, une irruption de GANE suivie d'injonctions par des prêches pour une conversion à l'idéologie religieuse de la charia le 14/11/21 dans le village de Nagaré, village situé à 30 km de Fada a occasionné le déplacement d'environ 100 ménages composés de 127 hommes, 150 femmes et 300 enfants vers les secteurs 1-2-8-11 de la ville de Fada. Dans la journée du 22/11/21, 07 ménages dont 15 hommes, 26 femmes, 53 enfants, en provenance de Tanwalbougou, sont arrivés au secteur 12 de Fada. Plus de 802 nouvelles PDI contre 114 au cours du mois antérieur seraient accueillies dans la commune de Fada et de celle de Matiacoali.

Statuts	Lieux de provenance	Lieux de déplacement	Motifs/Causes de déplacement	Nombre de ménages
Commune de				

Statuts	Lieux de provenance	Lieux de déplacement	Motifs/Causes de déplacement	Nombre de ménages
Personnes déplacées internes (PDI)	Buana	Matiacoali	Assassinat d'un habitant par les GANE	17
PDI	Ougarou	Matiacoali	Assassinat d'une personne par les GANE	13
PDI	Boungou	Fada secteur 1	Menace des GANE	120
PDI	Tanwalbougou	Fada secteur 8	Prévention	7

Analyse spécifique sur les mouvements de retour : Aucun mouvement de retour n'a été signalé au cours du mois bien que certaines PDI expriment des difficultés liées à l'intégration dans les familles d'accueil notamment la promiscuité, la rareté des ressources, la dépendance à l'assistance.

IV. Incidents de protection

1. Statistiques



Incidents

28

Incidents rapportés par les moniteurs



Victimes de Violations

1220

Victimes de violations de droits humains

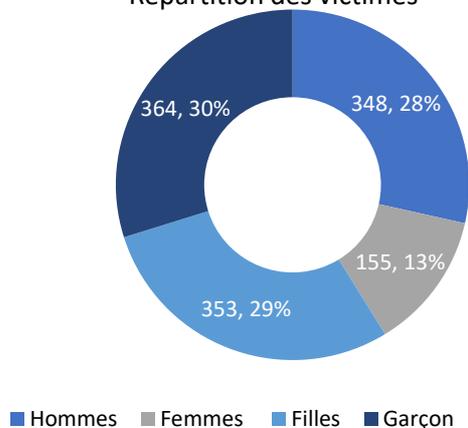


Localités touchées

11

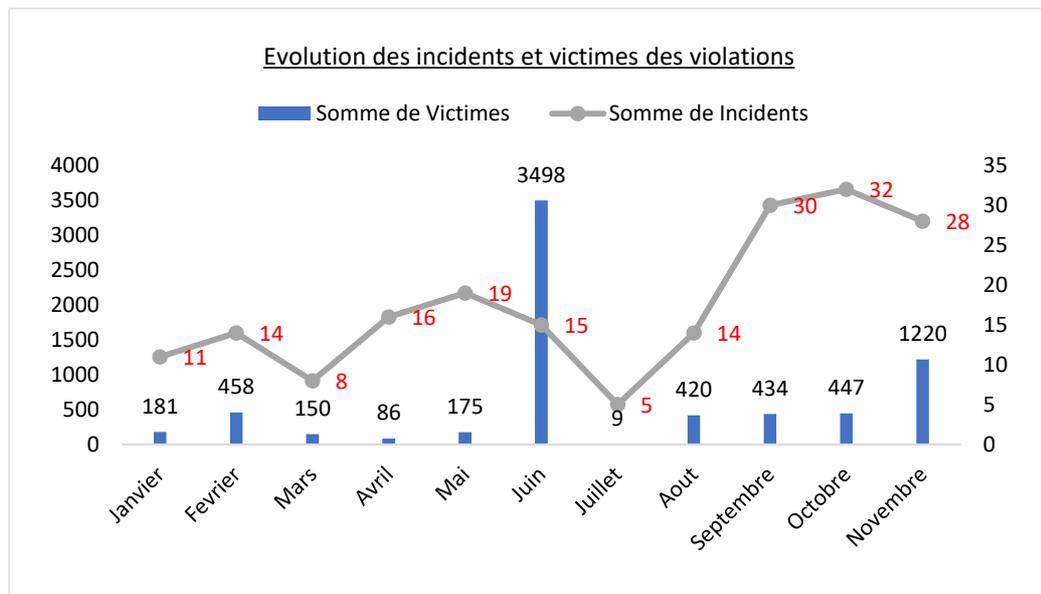
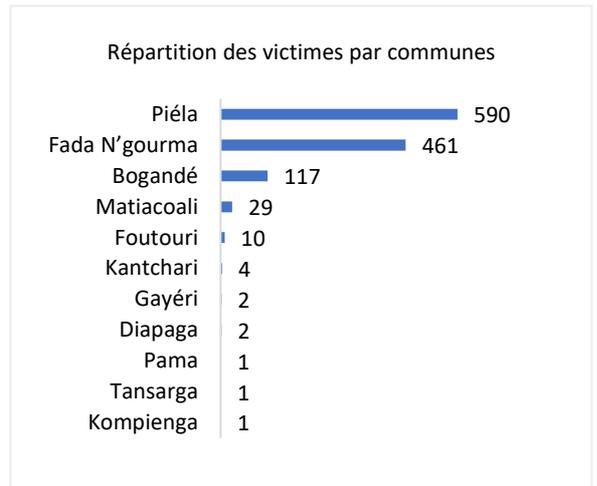
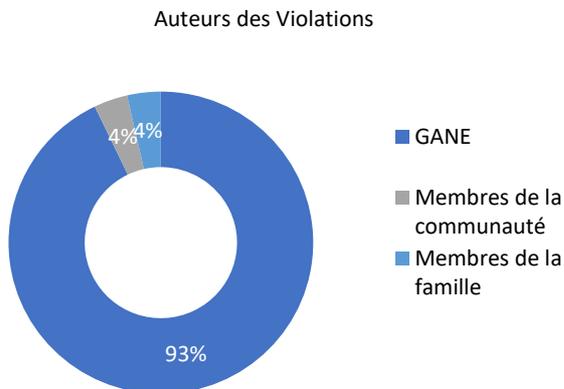
Communes touchées, principalement xxxx, xxxx

Repartition des victimes



Typologie des violations





2. Détails sur les incidents

Les incidents de protection enregistrés au cours de ce mois sont au nombre de 28 notamment des atteintes au droit à la vie, au droit à la liberté et à la sécurité de la personne, au droit à la propriété, au droit à l'intégrité physique et des violences basées sur le genre. Ces violations seraient enregistrées dans 12 communes de la région à savoir, Fada, Kantchari, Diapaga, Kompienga, Piéla, Matiacoali, Kantchari, Diapaga, Bogandé, Partiaga, Gayéri. 1220 personnes sont victimes de ces violations avec 364 garçons soit 30% des victimes, 353 filles représentant 29% des victimes, 348 hommes représentant 28% des victimes ; 155 femmes pour 13% des victimes. On observe une hausse du nombre de victimes soit 1220 victimes courant ce

mois de novembre contre 447 au mois antérieur, soit 272% de dépassement représentant 773 victimes. Et plus de la moitié des victimes soit 59% sont des enfants.

IV. Situation par secteur

1. SGBV

Les incidents de violences basées sur le genre (VBG) enregistrés au cours du mois font état de **2 viols**. En effet, deux jeunes filles de Buana dans la commune de Maticoali auraient été violées par un GANE le 03/11/21 après enlèvement et détention pendant un jour. Plus tard le 18/11/21 à Nakortougou, au cours d'une irruption de GANE, une femme enlevée aurait été violée avant d'être libérée. Ces 03 victimes ont été référées au service social communal pour une prise en charge psychologique après les soins médicaux. En plus de ces incidents, **2 cas de mariage forcé, 3 cas de violence psychologique, 2 cas de dénis de ressource et 2 cas de violence physiques** ont été notifiés au compte des communes de Fada, Diapangou, Yamba et Diabo. Dans le cadre de la réponse, après une prise en charge psychosociale, **09 survivantes** ont reçu une assistance cash pour la mise en œuvre des plans d'action individualisée, **10 autres identifiés antérieurement** ont aussi été assistés par un cash de **35 000CFA pour acquisition de kits de dignité**. Des séances d'animations psychosociales (4 séances) ont été réalisées au profit de **82 femmes, 22 hommes, 20 garçons et 20 filles** dans les espaces centre communautaires.

La prévention a concerné la réalisation de **12 causeries sur les thématiques de violence conjugales, les conséquences du mariage forcé** avec la participation de **220 femmes, 92 hommes, 11 garçons et 19 filles**.

2. Protection de l'enfance

Dans le cadre des activités de monitoring communautaire, les tendances démontrent une présence d'enfants non- accompagnés et séparés dans les différentes communes de la région. Le monitoring a identifié **05 enfants séparés** dont 01 fille PDI de Balga commune de Diapangou, Un enfant PDI au secteur 6 Nord de Fada N'gourma et Maticoali ; 02 garçons hôte respectivement à Diabo et à Yamba. Les besoins de ces enfants sont entre autres le paiement de la scolarité, les frais d'ordonnance médicale, les articles d'hygiène et les vivres. Ces enfants ont bénéficié d'une assistance cash transfert de 30 000 CFA pour subvenir à leurs besoins. Les enfants touchés par les violations au cours du mois seraient au nombre de **711** dont **362 garçons et 349 filles**. Cette frange de la population, selon les chiffres (1220 victimes au total) serait la plus touchée ce mois par la crise. A cela s'ajouterait les **126 318 élèves** affectés par la fermeture des établissements avec les conséquences telles que la déscolarisation, la mendicité, le travail des enfants notamment dans les sites d'exploitation aurifères. De cette situation, on pourrait conclure que les enfants sont exposés au risque d'enrôlement par les forces des groupes armés non étatique.

3. Personnes ayant des besoins spécifiques

Les personnes à besoins spécifiques (PBS) identifiées au cours du mois ont touché 03 catégories de personnes à savoir les enfants, les hommes et les femmes. Au nombre des 10 PBS identifiés, on a enregistré 05 enfants séparés dont 01 fille PDI à Balga commune de Diapangou, 1 enfant PDI au secteur 6 Nord de Fada N'gourma et 1 autre à Matiacoali, 02 garçons de la communauté hôte respectivement à Diabo et à Yamba. Les besoins sont entre autres les frais de scolarité pour les élèves, les frais d'ordonnances et soins de santé, les vivres et les articles d'hygiène.

Les femmes identifiées sont 02 femmes PDI à Fada et Ougarou, cheffes de ménages sans revenu avec 02 à 16 personnes à charge, 01 femme PDI sans revenu, en situation de grossesse difficile identifiée à Tchomboro, commune de Diapangou nécessitant une prise en charge médicale.

Aussi, **02** hommes PDI ont été identifiés : un chef de ménage sans revenu avec 16 personnes à charge, qui n'a jamais bénéficié d'une assistance humanitaire à Tibga et un chef de ménage sans revenu vivant avec un handicap visuel à Yamba. Toutes ces personnes à besoin spécifiques enregistrés ont bénéficié chacune d'une assistance en cash transfert de 30 000CFA.

Il convient de noter que dans toutes les communautés, au regard des récoltes jugées insuffisantes cette année, une famine pourrait surgir.

Dans le cadre de son assistance aux PDIs et aux personnes vulnérables, INTERSOS a procédé à une assistance en vêtement, initiée par le HCR, au cours du mois au profit de **33 837 bénéficiaires dans le Gourma** (7088 hommes, 9913 femmes, 16836 enfants) **11 347 bénéficiaires dans la Komondjari** (2386 hommes, 2869 femmes, 6092 enfants), **5994 bénéficiaires dans la Gnagna** (1247 hommes, 1274 femmes, 3243 enfants).

4. Etat de droit

En plus de la liberté de mouvement régi par le couvre-feu, il faut noter que certaines catégories de personnes telles que les travailleurs de l'état, les FDS, les VDP et Koglweogo seraient interdits de tout mouvement sur les axes Fada-Kantchari, Fada-Kompienga sous peine d'assassinats selon les propos qui émaneraient des GANE selon les passagers victime du contrôle routier par les GANE du 20/11/21. Les risques de violation de droits liés au manque de documents d'état civils tels que les extraits d'actes de naissance et la carte d'identité nationale (CNIB) sont immenses. Au cours des déplacements, ces documents sont exigés lors des contrôles routiers par les FDS ou les GANE. Pour les FDS, ceux qui n'en disposent pas seraient détenus au sein des postes de contrôles jusqu'à l'obtention d'un laissez-passé légal établi sur place dont la durée de validité varierait selon les coûts.

Pour les GANE, les agents de l'état, les FDS et les chrétiens sont mis à morts tandis que les autres sont soit rançonnés ou simplement appelé à continuer leur chemin.

La problématique liée à l'accès aux services de santé varie d'une zone à une autre. Dans les milieux urbains, les services sanitaires sont disponibles contrairement à certaines localités rurales où l'accessibilité pour les populations est conditionnée par des parcours sur de longues distances en plus des coûts qui s'imposent. Il faut ajouter à cela la fermeture de 08 centres de santé et de centre de promotion sociale (CSPS) qui donnaient des services à plusieurs communautés. Selon le retour des informations du monitoring, la gratuité des soins pour les enfants de 0 à 5 ans et les femmes enceintes ne seraient toujours pas effective avec la non-disponibilité des intrants pharmaceutiques d'où le recours au privé avec ses coûts au-dessus des moyens des populations.

5. Cohésion sociale

En termes de cohabitation pacifique, une tension autour d'une allégation de sorcellerie a eu lieu au cours du mois de novembre. En effet accusée d'être à l'origine de la mort mystique d'un membre de sa communauté, une femme se serait donné la mort à la suite de cette allégation le 03/11/21 à Toabicaagou dans la commune de Tansarga. Faut-il le rappeler, ce phénomène a pris de l'ampleur depuis 2019 où plusieurs personnes accusées de telle pratique auraient été lynchées. Cette situation mérite une attention particulière des acteurs étatique afin de préserver la paix sociale.

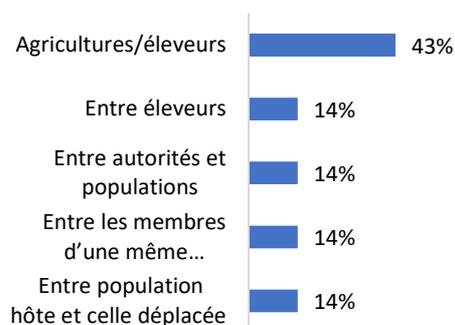
Afin de prévenir et de faire la promotion de la coexistence

pacifique, INTERSOS par l'approche communautaire a réalisé **05 séances de sensibilisation sur le vivre ensemble pacifique au sein des communautés au profit de 69 hommes, 118 femmes, 17 filles et 7 garçons au sein des communes de Diapangou, Fada, Tibga, Yamba et Diabo.**

6. Logement, terre et biens

Le logement demeure une problématique dans la région. En effet, selon les informations collectées lors du monitoring communautaire, la population a fait part de la saturation des logis dans les familles d'accueil. Des ménages, au nombre de **93**, dans la commune de Diapangou seraient très probablement dans une situation d'expulsion des maisons qui les hébergent étant donné que ces derniers auraient occupé des maisons dont les propriétaires seraient allés pour des activités de champs, mais qui reviendraient plus tard en début d'année. Le recours au logement par location mensuelle serait à la portée d'une minorité de PDI ayant un peu de moyens. Le coût moyen du loyer s'élèverait à 5000 FCFA dans les zones périphériques de la ville et de 15000 FCFA en ville, difficile à acquérir pour une PDI.

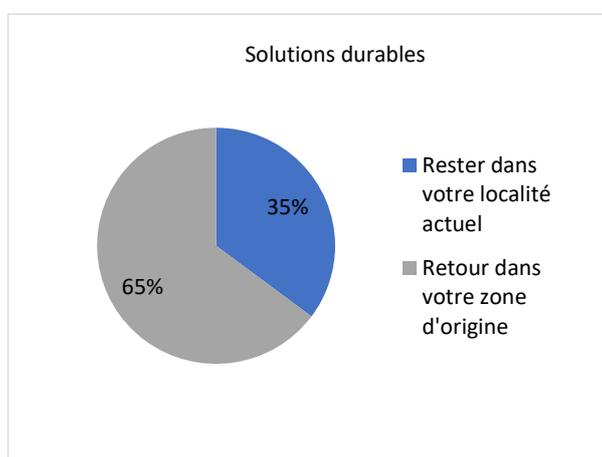
Typologies des conflits existant dans la région



L'accès aux terres a connu une variation au cours de l'évolution de la crise. En effet, les premières personnes déplacées ont eu l'opportunité de bénéficier des petites portions de terres cédées par la communauté hôte dans le cadre de la mise en œuvre des activités agricoles. Mais, la tendance a connu un changement, donc conditionnée par les moyens financiers. Le coût serait estimé à 20 000 FCFA/Ha sans aucune réglementation officielle.

7. Solutions durables

Selon la réponse des participants aux interviews en lien avec les solutions durables a montré 2 tendances. **46 personnes sur 70 interrogées, soit 65%**, souhaiteraient le retour comme solution durable. Cette catégorie de personnes évoque la question du manque d'assistance dans les zones d'accueil, la difficulté d'adaptation, les petites tensions autour des ressources entre PDI et hôtes. L'intégration dans la zone est évoquée par **24 personnes** représentant **35%** avec pour raison la stabilité dans les zones d'accueil, l'accès à l'assistance humanitaire et la disponibilité des services sociaux de base.



V. Protection à base communautaire

Les relais communautaires ont contribué à la remontée, à la vérification de **28 incidents** dans la région, la facilitation pour la tenue de **04 animations psychosociales**, et de **12 causeries éducatives**. A cela s'ajoutent les focus groups du monitoring communautaires au nombre de 9 et la collecte des données dans le cadre du projet **21 par l'intermédiaire de 20 informateurs clés**, la réalisation de **05 animations** sur la cohésion sociale au sein des communautés.

VI. Partage d'informations et coordination

Au cours du mois, une rencontre entre le Directeur Régional de l'Action Humanitaire/Est et INTERSOS a eu lieu le 05/11/21 dans le cadre de l'assistance en vêtements donné par le HCR au profit des PDI et personnes vulnérables dans les provinces de la région. La rencontre mensuelle du

sous- cluster national VBG s'est tenue dans les locaux de INTERSOS avec la participation de PLAN INTERNATIONAL, OCADES, PUI, CB, MWANGAZA ACTION le 09/11/21 avec à l'ordre du jour la revue des recommandations de la rencontre précédente, la présentation des réalisations de novembre dans le domaine des VBG, un retour sur les principes humanitaires. Le 11/11/21 s'est tenue la rencontre mensuelle des partenaires du UNHCR avec la participation de INTERSOS, CIAUD Canada, PLAN dans le cadre du partage des réalisations et défis et gaps du mois. Pour le compte de INTERSOS, UNHCR a reçu la visite du directeur programme adjoint de INTERSOS de l'Afrique de l'Ouest avec des échanges basé sur le partenariat entre INTERSOS et UNHCR dans le cadre du projet de protection des IDPs le 17/11/21.

VII. Recommandations et actions requises

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Etat d'implémentation	Niveau d'urgence
Monitoring de Protection	<ul style="list-style-type: none"> Mener un plaidoyer pour l'obtention de ressource afin de Produire et livrer des CNIB au profit des PDIs dans la province du Gourma. Mener un plaidoyer pour l'obtention de ressource afin de construire 100 abris dans la commune de Diapangou Mener un plaidoyer pour l'obtention de ressource afin de mettre à disposition des centres de santé ou des cliniques mobiles des médicaments de premières nécessités afin d'étendre la gratuité ciblée et l'accès aux soins de santé aux PDI qui n'en bénéficient pas à cause du manque de moyen dans la région Assurer la sécurité des personnes et des biens à travers la création des postes avancées ou à travers des patrouilles régulières diurnes et journalières. 	<p>Cluster protection</p> <p>Cluster ABRIS/AME</p> <p>Cluster Santé</p> <p>Les FDS</p>	En cours par ONI Fada	<p>Urgent, réalisation des évaluations rapides de protection ou des MSA dans les localités citées.</p>
SGBV	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser sur les droits des femmes et la dénonciation des cas de VBG à Yamba, Tibga, Pama, Nadiagou, Fada et Matiacoali Appuyer à la réalisation des AGR afin de réduire la vulnérabilité des femmes à Fada, Diapangou, surtout les anciens bénéficiaires de l'assistance alimentaire. 	Cluster VBG UNFPA	En cours de réalisation (INTERSOS, OCADES, PLAN, LWR)	<p>Urgent, Évaluer les gaps dans les différentes localités</p>

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Etat d'implémentation	Niveau d'urgence
Cohabitation pacifique/LTP	<ul style="list-style-type: none"> Conduire des activités de coexistence pacifique/cohésion sociale (causeries éducatives,) Renforcer les mécanismes communautaires de prévention des conflits existants ou en créer au besoin. Réaliser des analyses de conflits dans les zones d'intervention 	Cluster protection	En cours de réalisation par INTERSOS	Besoin de multiplier les actions dans cette thématique.

Tableaux croisés dynamiques

#Violation par communes

	Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	Droit à la propriété	Droit à la vie	Violences basées sur le genre	Atteinte à l'intégrité physique	Atteinte à l'intégrité psychique	Total	
Fada N'gourma	3	0	5	0	0	1	9	33%
Foutouri	0	0	1	0	0	0	1	4%
Gayéri	1	0	0	0	0	0	1	4%
Matiacoali	2	2	4	1	0	0	9	33%
Tansarga	0	0	1	0	0	0	1	4%
Kantchari	0	0	1	0	0	0	1	4%
Diapaga	1	0	0	0	0	0	1	4%
Pama	0	0	0	0	1	0	1	4%
Kompienga	1	0	0	0	0	0	1	4%
Piéla	0	1	0	0	0	0	1	4%
Bogandé	0	0	0	0	0	1	1	4%
Total	8	3	12	1	1	2	27	100%

Catégorie des victimes

	Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	Droit à la propriété	Droit à la vie	Violences basées sur le genre	Atteinte à l'intégrité physique	Atteinte à l'intégrité psychique	Total	
Hommes 0-17 ans	5	103	1	0	0	254	363	
Hommes 18 - 59 ans	47	269	25	0	1	6	348	
Hommes 60 ans et plus	0	0	0	0	0	0	0	
Femmes 0 - 17 ans	2	99	4	0	0	248	353	
Femmes 18 - 59 ans	9	135	2	1	0	7	154	
Femmes 60 ans et plus	0	0	0	0	0	0	0	
Total	63	606	32	1	1	515	1218	

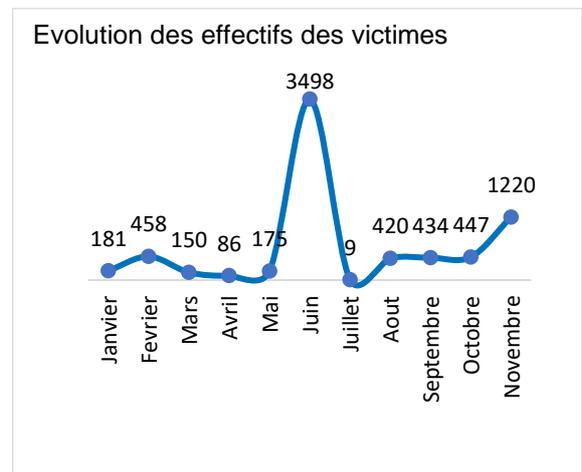
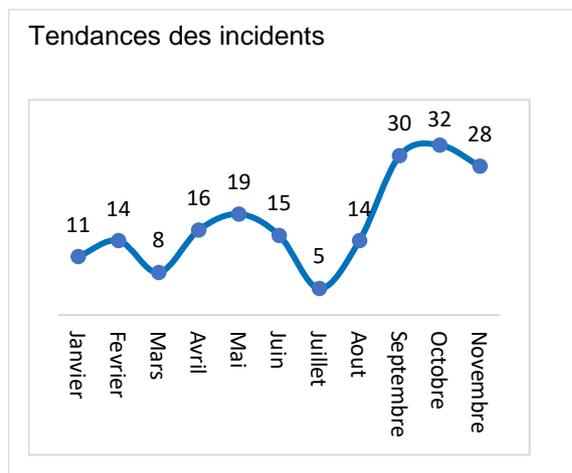
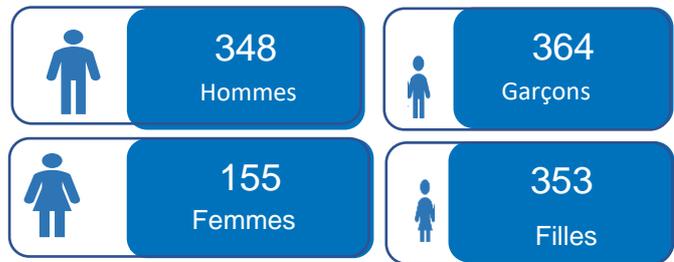
#Violation par présumés auteurs

	Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	Droit à la propriété	Droit à la vie	Violences basées sur le genre	Atteinte à l'intégrité physique	Atteinte à l'intégrité psychique	Total	
GANE	8	3	10	1	1	2	25	93%
Membres de la communauté	0	0	1	0	0	0	1	4%
Membres de la famille	0	0	1	0	0	0	1	4%
Total général	8	3	12	1	1	2	27	100%

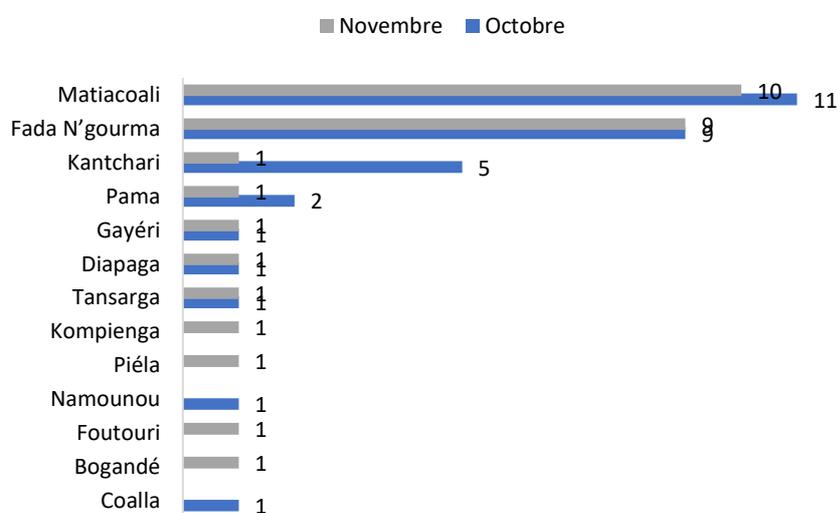
Violations	GANE	Membres de la communauté	Membres de la famille	Total
Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	100%	0%	0%	100%
Droit à la propriété	100%	0%	0%	100%
Droit à la vie	83%	8%	8%	100%
Violences basées sur le genre	100%	0%	0%	100%
Atteinte à l'intégrité physique	100%	0%	0%	100%
Atteinte à l'intégrité psychique	100%	0%	0%	100%
Total	93%	4%	4%	100%

Violations	Fada N' gourma	Foutouri	Gayéri	Matiacoali	Tansarga	Kantchari	Diapaga	Pama	Kompienga	Piéla	Bogandé	Total
Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	38%	0%	13%	25%	0%	0%	13%	0%	13%	0%	0%	100%
Droit à la propriété	0%	0%	0%	67%	0%	0%	0%	0%	0%	33%	0%	100%
Droit à la vie	42%	8%	0%	33%	8%	8%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Violences basées sur le genre	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Atteinte à l'intégrité physique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%	100%
Atteinte à l'intégrité psychique	50%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	50%	100%
Total	33%	4%	4%	33%	4%	100%						

ANNEXES



Tendances des incidents les deux derniers mois



Référencements ou Réponses

	Femmes 18 - 59 ans	Hommes 18 - 59 ans	Total
Appui psychosocial	130	34	164
Assistance CBI	19	0	19
Total	149	34	183